

Bnb 87 1264A

10 FRANC

# SPARTACUS

Cahiers mensuels - N<sup>e</sup>lle série - N<sup>o</sup> 9 - Février 1938

---

PAUL LAPEYRE

## REVOLUTION ET CONTRE-REVOLUTION EN ESPAGNE



**LUEURS**

SUR L'ESPAGNE  
RÉPUBLICAINE

## TERRE LIBRE

*est un organe où peuvent s'exprimer librement toutes les opinions inspirées par le sentiment libertaire.*

**Dans la partie générale,** sous la responsabilité de la rédaction et dans le cadre tracé par les Congrès de la F.A.F.

**Dans la partie régionale,** sous la responsabilité des groupes et intergroupes ou des fédérations régionales.

**Dans la page " Problèmes "** sous la responsabilité des signataires individuels.



## L'ESPAGNE NOUVELLE

*paraissant alternativement avec " TERRE LIBRE " chaque vendredi, fait connaître la vérité sur les événements d'Espagne et défend*

**LES MILITANTS  
LES CONQUÊTES  
LES PRINCIPES  
de la Révolution  
Ibérique** =====

*Paix - Guerre.*

*Guerre Espagne*

*Partis E - Trot*

# La discorde

## au camp républicain

« Celui qui, sachant la vérité, ne gueule pas la vérité, se fait le complice des menteurs et des faussaires. » — PÉGUY.

Les événements de mai à Barcelone ont douloureusement retenti dans tous les milieux révolutionnaires. Certes, dès novembre ou décembre 36, tous, nous savions que le bloc antifasciste était lézardé, que l'union forgée dans les journées de juillet n'était plus qu'un souvenir, mais, devant la force du fascisme, devant l'aide formidable apportée à Franco par l'Allemagne, l'Italie et le Portugal, devant l'ampleur et la gravité de la lutte au front, nous espérions tous que les organisations ouvrières attendraient du moins la victoire pour se disputer.

On voudrait encore espérer !... On espère encore que les rivalités ne s'élargiront pas, mais on sait que la moindre provocation peut jeter les uns contre les autres, les divers secteurs ouvriers, que la crainte du fascisme, seule, les maintient encore côte à côte, mais désunis, rivaux, ennemis.

Comment cela s'est-il fait ? Comment le front antifasciste s'est-il rompu ? Qui a semé la haine ? Comment ? Dans quel but ?

Le peuple a droit de le savoir ; ceux qui savent ne doivent plus se taire.

On essaie de parler encore de rivalités idéologiques. On dit, qu'anarchistes, socialistes et communistes se battent parce qu'ils n'ont pas les mêmes conceptions révolutionnaires. En réalité, la lutte est plus sérieuse et plus profonde que cela : *Elle oppose, chez les gouvernements, révolutionnaires et contre-révolutionnaires.*

D'un côté groupés autour du gouvernement, les républicains, les communistes et les socialistes modérés à la Prieto ou à la Negrin — ceux qui constituent, en France, les néo-socialistes — essaient d'étrangler la révolution. En face, les socialistes « durs », la majorité de l'UGT (1), ce qui reste du POUM (2) et les anarcho-syndicalistes — CNT (3), FAI (4), Jeunesses libertaires — veulent assurer et étendre les conquêtes révolutionnaires de juillet 36.

Voilà les blocs rivaux, et l'enjeu de la lutte n'est autre que la révolution elle-même.

(1) — U.G.T. (Union Générale des Travailleurs). Centrale syndicale à tendance socialiste, noyauté en Catalogne par les communistes, Compte à peu près un million et demi d'adhérents.

(2) — P.O.U.M. (Parti Ouvrier d'Unification Marxiste). Composé de communistes non Staliniens. Lié avec le Bureau de Londres (*Gauche Socialiste-Révolutionnaire pour la France, Independent Labour-Party en Angleterre*). Traité communément de trotskyste et dissous à l'heure actuelle.

(3) — C.N.T. (Confédération Nationale du Travail). Centrale syndicale à tendance anarchiste. Dépasse les 1.500.000 d'adhérents.

(4) — F.A.I. (Fédération Anarchiste Ibérique). Liée avec la C.N.T. Influence morale considérable en Espagne.

# I

## La Révolution

---

### Le Peuple en armes

« Je n'oublierai jamais que les anarchistes ont sauvé la Catalogne. » — COMPANYYS.

L'insurrection qui éclata le 19 juillet 36 était voulue et préparée depuis longtemps par le gros capitalisme. Nobles propriétaires fonciers, louches banquiers dont la patrie même est un mystère, congrégations, aux moines aussi crasseux qu'ignares et cupides, officiers, caste orgueilleuse, pleine de suffisance et d'imbécillité, « fils à papas » qui trouvaient dans « la conspiration » un rôle que leur nullité intellectuelle leur déniait, tous haïssaient profondément la république qui avait émancipé — oh ! pas le peuple, mais la bourgeoisie libérale. Anciens maîtres de l'Espagne, confits dans une paresseuse immobilité, ils voyaient venir au monde des affaires des bourgeois actifs, entreprenants, formés à l'école commerciale étrangère, qui allaient les obliger à l'effort pour conserver leurs privilèges. La révolte était plus facile !...

Une bonne dictature mettrait vite au pas ces empêcheurs d'exploiter tranquilles !... Et, par la même occasion, on saurait en finir avec ces révoltés, ces « rouges », qui poussaient l'audace jusqu'à réclamer des salaires convenables, et dont certains osaient de parler de justice et de bonne organisation sociale.

Et ce fut le 19 juillet.

Armée, police, cléricaille, bandes fascistes, avec la complicité plus ou moins active de la plupart des hauts fonctionnaires, tout cela s'était soulevé. Leur victoire apparaissait non seulement certaine, mais immédiate. « Dans 48 heures, nous sommes les maîtres », disaient-ils, et cela aurait été vrai, si l'Etat bourgeois, suprême instinct de conservation, n'en avait appelé au peuple, n'avait armé les organisations ouvrières.

Pas partout : A Séville, à Saragosse, par exemple, les autorités refusèrent d'armer le prolétariat, et Séville comme Saragosse tombèrent sous le joug du fascisme. Mais à Madrid, mais à Valence, mais à Barcelone — où la victoire fut plus complète parce que beaucoup s'étaient armés d'avance, au péril de leur liberté — le peuple obtint les armes indispensables et le fascisme fut écrasé.

La moitié de l'Espagne est libre !... Et dans cette Espagne libérée, ce sont les travailleurs qui sont les maîtres. Plus de policiers ! — ou si peu — plus de soldats ! — ils sont chez Franco. Privé de ses moyens ordinaires de coercition, l'Etat est comme s'il n'existait pas. Rien ne s'oppose plus à la volonté populaire.

Enfin, il est venu, le jour des exploités !... Courbé sous le joug, l'ouvrier n'avait toujours connu que peine et misère, et voici que l'imbécille révolte de ses maîtres lui donne la possibilité de s'émanciper. Défendre la république ? il n'y songe pas une minute : il sait trop ce que vaut la « République des Travailleurs » d'Espagne. C'est pour lui, pour ses buts propres, pour ses intérêts de classe — enfin ! — qu'il va lutter.

Les fascistes ont fui, abandonnant les usines et les terres ; tant mieux : et l'ouvrier prend l'usine, le paysan s'empare des terres.

Si pareille chose s'était produite en France, on aurait — peut-être — songé à nationaliser ou à municipaliser les propriétés abandonnées. Mais, par essence, le peuple espagnol est libertaire ; d'instinct, il se défie des politiciens aussi bien locaux que nationaux ; ses militants sont plus nourris de Bakounine et de Kropotkine que de Marx ; il ne nationalise pas : *il collectivise*. Ce sont les ouvriers, *directement*, qui entreprennent de faire marcher les usines ; ce sont les paysans, *directement*, qui prennent la terre et la travaillent en communauté ; ce sont les syndicats ouvriers qui sont bientôt maîtres de toute la grande industrie.

Et l'expérience réussit ! Politiciens et économistes bourgeois doi-

vent se rendre à l'évidence : la production s'organise et augmente ; l'ordre règne sur le lieu du travail ; la nouvelle économie se montre viable ; *la Révolution triomphe.*

Et il est certain que si Franco avait été battu en quelques mois, la victoire sur le fascisme eût été une victoire prolétarienne, *la victoire de la révolution.*

C'est justement ce que les bourgeois ne veulent pas. Les banquiers de Paris et de Londres, en particulier, ne veulent pas perdre les mines et les chemins de fer dont ils sont les véritables propriétaires. Ils craignent aussi les répercussions que ne manquerait pas d'avoir dans le monde la révolution espagnole. Et puisque une victoire rapide assurerait le triomphe de la révolution, ils vont, le plus possible, faire traîner les choses en longueur.

On pouvait battre Franco dès le début !... Quelques milliers de fusils, quelques dizaines de mitrailleuses, quelques canons et quelques avions auraient suffi pour prendre Saragosse, Grenade, Léon et Avila. Ces armes, le gouvernement espagnol les possédait : quelques jours avant l'insurrection, il les avait achetées, — payées d'avance, dit-on, — au gouvernement français ; mais elles n'étaient pas encore rendues ; elles étaient encore en France ; et le gouvernement français, immédiatement, ferma les frontières et empêcha les armes de passer. Et comme il fallait priver le peuple espagnol des moyens de vaincre, immédiatement il proposa le pacte de non-intervention qui restera dans l'histoire la suprême honte de ceux qui l'ont proposé ou approuvé, et du peuple français qui l'a accepté.



## La non-intervention

Il faut ici s'arrêter et discuter de la non-intervention ; c'est encore nécessaire.

Le pacte de non-intervention n'a qu'un précédent dans l'histoire moderne : c'est le projet de sanctions à l'Italie, lors de la guerre d'Ethiopie. Mais là, le blocus nuisait un Etat agresseur et tendait à faire cesser la guerre. Ici, le blocus vise un Etat agressé, et n'a servi qu'à prolonger la lutte. Là il ne fut que ridiculement appliqué. Ici, il s'appliqua dès les premiers jours, rigoureusement.

Car il faut en finir avec le mensonge de ce mot : non-intervention. Je sais bien que le gouvernement français ne pouvait dire : « Je vais faire le blocus de l'Espagne » : le peuple se serait levé d'un seul bloc pour l'empêcher. Tandis que « non-intervention », le mot est joli ; il vous a une apparence d'impartialité, de prudence, de pacifisme presque. C'est l'emballage rêvé pour faire passer de la camelote impérialiste.

Seulement, ce n'est pas de la non-intervention qu'a fait le gouvernement français, car la non-intervention aurait consisté, — qu'on prenne un dictionnaire, — à *ne pas s'occuper des affaires d'Espagne, à faire comme si rien ne s'était produit, à continuer avec le gouvernement espagnol les relations normales, comme si de rien n'était.*

C'est tellement vrai que lorsqu'à Genève, un jour, on a parlé de rétablir la liberté du commerce, les experts n'ont pas dit qu'il fallait en finir avec la non-intervention ; *ils se sont demandés si la véritable non-intervention n'aurait pas consisté à laisser les frontières dans l'état où elles étaient le 18 juillet.* » (les journaux)

On peut être d'un avis opposé, mais alors qu'on ait la franchise d'abandonner ces termes ; qu'on ait la franchise d'avouer : « nous sommes partisans de faire le blocus de tous les pays où se produiront des troubles. »

Car c'est bien d'un blocus qu'il s'agissait. En vain, certains ergotent misérablement : « les médicaments et les vivres ont toujours passé la frontière ». Lors des sanctions à l'Italie, l'interdiction visait seulement aussi les produits de guerre ; pourtant nul ne s'y est trompé : tout le monde a parlé de blocus.

Ah ! si la France, auparavant, n'avait pas vendu d'armes à l'Espagne, lui en vendre en ces circonstances, aurait pu passer pour un acte d'intervention directe. Mais, tel n'était pas le cas : le commerce a toujours été libre, et le 19 juillet même il y avait des contrats de vente acceptés par le gouvernement français, — et dont il a empêché malgré tout l'exécution.

L'on a dit que l'Allemagne et l'Italie n'auraient pas supporté la vente de matériel de guerre ; mais sur quoi s'appuie cette supposition ? Ces pays ont-ils lancé un ultimatum ? Ont-ils demandé seulement la non-intervention ? Non pas ! C'est Léon Blum au contraire qui l'a exigée, et il ne l'a obtenue (?) des autres qu'en commençant par l'appliquer — un mois à l'avance — chez nous. La passion « Blumiste » qui a emporté tant d'esprits est finie aujourd'hui, et tout le monde voit bien qu'en fermant les frontières, Léon Blum n'a pas cédé qu'au chantage des gouvernements fascistes, mais au chantage des fascistes français, au chantage de « l'Action Française », « du Jour », de « Gringoire » et autres organes dits nationalistes, au chantage de la Haute Finance aussi, très probablement, et ces gens n'agissaient certes pas pour sauver la paix, mais par solidarité fasciste, et pour conserver leurs privilèges.

L'embarras des non-interventionnistes est si grand, pour légitimer leur point de vue, que l'un d'eux me répondit superbement un jour que : « la non-intervention avait favorisé les gouvernementaux. » (sic)

D'autres prêchent une médiation... qu'il faudrait imposer à coups de canons, — beau moyen de limiter la guerre ! Et tous, — la non-intervention étant tellement stupide qu'elle ne peut se passer de contre-partie, — appuient le comité de Londres ! Quelle pitié : des hommes crient que la Société des Nations est une duperie, « un danger pour la paix », « qu'on ne peut faire confiance aux gouvernements qui la composent », et s'en remettent au comité de Londres, composé des mêmes personnages, réunis au nom de principes encore plus contestables !...

Mais le nombre est de plus en plus grand de ceux qui commencent à se rendre compte. Ils voient que la non-intervention a eu ce triple mérite :

— d'intensifier extraordinairement le conflit, tant en durée qu'en violence ;

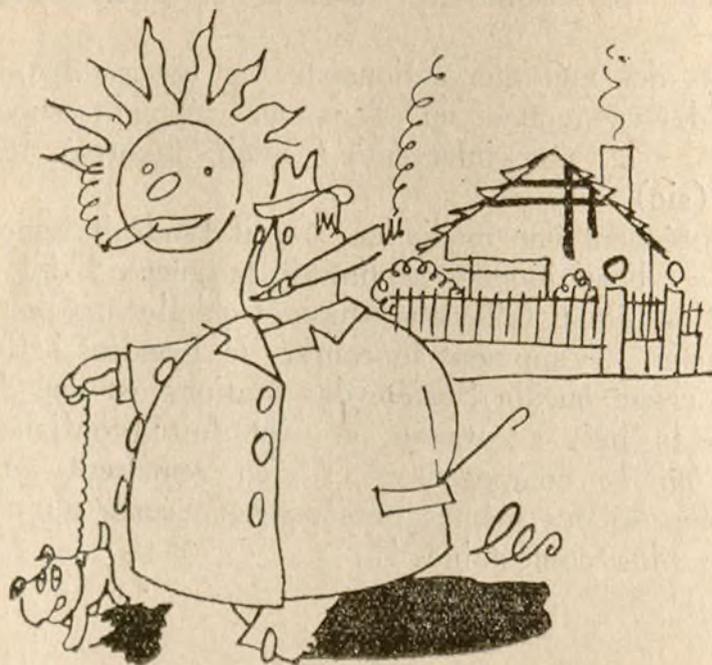
— de compromettre la paix : affaires du *Deutschland*, bombardement d'Almeria, torpillage de bateaux, partage du monde en deux blocs : fascisme et démocratie ;

— d'étrangler la Révolution et de compromettre même la victoire républicaine.

Les capitalistes de Rio Tinto, des Chemins de fer du Nord de l'Espagne ont tout lieu de se féliciter de ce triple résultat. Mais les hommes en général ?...

Un seul moyen reste de sauver l'Espagne et de sauver la paix : rétablir la liberté du commerce. Tant qu'existera le comité de Londres, tant que les gouvernements seront là, face à face, la guerre est à craindre. Tant que l'on comptera sur la parole d'Hitler et de Mussolini, Franco l'emportera.

Qu'on lève le blocus, qu'on se retire du comité de Londres, qu'on établisse une *neutralité* absolue ! Etre neutre ne signifie pas : rompre avec les Espagnols, comme s'ils étaient des pestiférés, mais ne pas prendre partie, dans leurs divisions. La sagesse politique est ici d'accord avec l'intérêt du peuple espagnol.



## La trahison

« Les défaites de Malaga ou de Bilbao, sont préférables à la victoire de Belchite. »  
*La Humanitat* (journal républicain) du 3 septembre 1937.

Le 28 juillet, la France a fermé ses frontières, — elles l'étaient en fait depuis le 19. Les autres pays l'imitent le 28 août. Le gouvernement espagnol ne peut donc se procurer des armes ?

Officiellement : non ! En réalité, si !

Il y a dans le monde des courtiers en armes, représentants, plus ou moins avoués, des « marchands de canons », et qui ne demandent qu'à vendre pour toucher leur commission. On se met en rapports avec eux. Certains s'offrent directement. Ils s'engagent à livrer à Barcelone ou à Valence toutes les armes nécessaires. Ils ne seront payés qu'après livraison et expertise. Seulement ils demandent que l'argent soit déposé d'avance dans une banque.

Or, il y a de l'or dans les caves de la banque d'Espagne, des milliards d'or. Le gouvernement espagnol refuse de les livrer. *Il refuse d'acheter des armes.*

Parce que le gouvernement espagnol est le représentant naturel de la bourgeoisie, et que celle-ci ne veut pas d'une victoire qui serait la victoire de la révolution. *Le gouvernement espagnol est complice des autres gouvernements, parce qu'il est, comme eux, le valet du capitalisme international.*

En vain la CNT menace. Tout ce qu'elle obtient, c'est un changement de ministère. Largo Caballero devient chef du gouvernement, mais Largo Caballero refuse, lui aussi, de donner l'or. Et comme les socialistes et l'U. G. T. se rangent derrière lui, la CNT ne peut même pas entreprendre une agitation de rues.

Et le résultat : ...C'est Irun, où une partie des miliciens sont armés d'un fusil de chasse ; c'est le Guipuzcoa envahi et délivré dix fois, selon que St-Sébastien reçoit ou non des munitions ; ce sont les colonnes de Barcelone, libératrices de Caspe, immobilisées devant Saragosse.

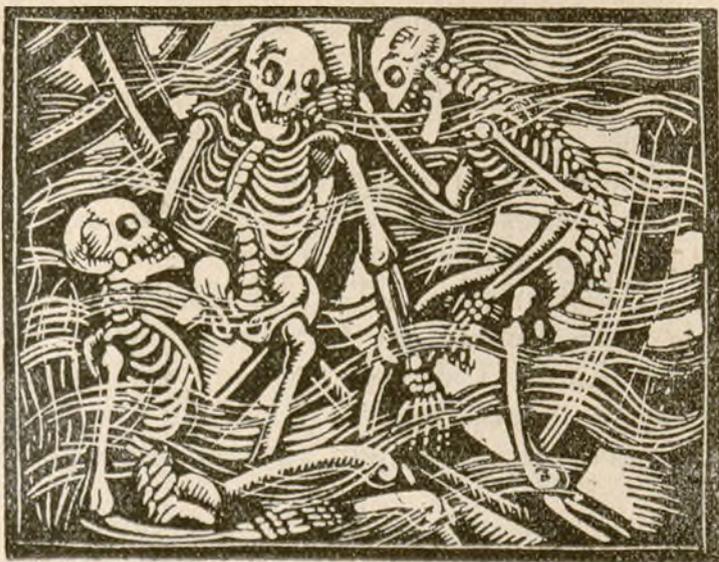
Le résultat — c'est les autres reprenant l'offensive : Irun, St-Sébastien, Badajoz, Tolède, et sur Madrid l'avance foudroyante à raison de 15 kilomètres par jour.

C'est fini ; Franco est vainqueur ! Déjà les journaux français publient, — un peu à l'avance, — les photographies de sa rentrée à Madrid. Le fascisme a triomphé !

Non !... Car, pour éviter la défaite, les révolutionnaires cèdent. Le gouvernement ne veut pas donner d'armes par peur de la révolution, et bien, pour avoir des armes, le peuple arrête la révolution. L'on a collectivisé les exploitations occupant plus de 100 ouvriers, en Catalogne, plus de 50, à Valence ; ça, c'est acquis ! On n'y touchera pas. *Mais on ne collectivisera pas davantage.*

Les organes issus de la révolution s'effacent devant les organismes d'État ; le conseil économique catalan est supprimé ; et, signe de l'arrêt révolutionnaire, la CNT participe au gouvernement.

Ainsi s'achève, aux premiers jours d'octobre, le premier acte du mouvement espagnol ; c'est l'acte de la révolution, en bas ; en haut, dans les sphères gouvernementales, c'est l'acte de la trahison pure.



# La bourgeoisie à l'œuvre

« Le danger passé, on brûle le Saint. » —  
(Proverbe italien).

C'est une histoire bien intéressante que celle des attitudes successives de la bourgeoisie espagnole.

Affolés ridiculement, le 19 juillet, devant l'insurrection, les bourgeois s'apprêtaient à supporter par faiblesse le joug et les prétentions fascistes. Nulle réaction, nul élan : la peur et la résignation !

La victoire populaire les épouvanta, si possible, encore davantage. Qui ne se souvient de ces boutiques silencieuses où des commerçants aphones, semblaient porter un deuil ? Dans la rue, ils passaient inquiets et timides, pressés, tête nue, saluaient du poing et criaient de leur mieux : « Vive la révolution. »

Fin septembre,... ils se rassurent un peu ; voici octobre, et, la révolution arrêtée, ils reprennent courage ! Ils sortent, ils se regroupent, et ils commencent par se faire inscrire à un parti républicain ; puis, ils essaient de se procurer une carte syndicale.

L'U.G.T., jalouse de la montée des effectifs de la CNT, les admet sans trop de mal. En Catalogne, — où l'U.G.T. est très faible, — les communistes qui la dirigent admettront bientôt de véritables syndicats patronaux. (G. E. P. C. I.)

Bien entendu, les bourgeois n'ont aucune gratitude pour les organisations ouvrières qui, malgré tout, les ont sauvés ! Sitôt regroupés, ils ne songent plus qu'à combattre la révolution... et les commerçants commencent par augmenter le prix de leurs marchandises.

Le coût de la vie n'avait pas varié de juillet à octobre. Et pour cause... tout commerçant qui augmentait ses prix, voyait son magasin immédiatement réquisitionné par les syndicats. Et la leçon portait pour les autres.

Mais maintenant qu'ils sont groupés, qu'ils se sentent les coudes, qu'ils ont dans la poche une carte, et même une carte syndicale... allez donc toucher aux commerçants ! Alors commence cette course à la hausse et à la spéculation qui ira jusqu'à doubler le prix de certaines denrées.

Malgré tout, « républicain », cela sonne mal ! Républicain signifie modéré... et signifie bourgeois ! Le peuple sait bien que les républicains sont responsables, par leur faiblesse — pour ne pas dire plus — de la révolte militaire. Aussi les bourgeois, surtout en Catalogne, ont trouvé bientôt plus adroit, délaissant les partis républicains, de se faire inscrire... au parti communiste.



# La Russie et le Parti Communiste espagnol

« L'armée rouge est une armée au service de la révolution mondiale. » — *Internationale Communiste* (1919).

« Le gouvernement russe a obtenu des droits exclusifs à l'exploitation des principales mines de Murcie et de Ciudad Real, en échange de la vente de matériel de guerre. » *Financial News*, 2 février 1937.

Il n'y avait pas de communistes en Espagne, ou si peu !... Leur influence sur les masses était nulle ou à peu près ! La bataille de rues, le 19 juillet, se passa sans eux, et ne leur attira guère de sympathies !

Cela est si vrai que l'*Humanité*, en France, dut avouer leur faiblesse et que le gouvernement russe, qui se désintéresse d'une révolution lorsqu'elle ne lui profite pas directement, fut le premier à adhérer au pacte de non-intervention !

Au mois d'octobre... revirement !

Le gouvernement russe voit ce pays déchiré par une cruelle guerre civile. Il voit les « gouvernementaux » abandonnés de tous, et il comprend que celui qui leur apportera des armes, apparaîtra comme un sauveur. Il sera donc celui-là ; il viendra au secours de l'Espagne. Il était temps : l'armée de Franco atteignait les boulevards de Madrid. Mais les armes arrivent en même temps qu'arrive le sauveur de Madrid : Durruti, avec ses milices catalanes. Les fascistes sont bloqués ; c'est, non pas la victoire, mais la stabilisation des fronts.

*Les armes russes ont sauvé l'Espagne !* Cela, il faut le dire, il faut le proclamer, il faut le crier !

Et cela ne nous donnera que plus de force pour ajouter qu'en agissant ainsi, la Russie n'a pas agi comme un peuple révolutionnaire aidant une autre révolution, *mais comme un commerçant qui profite de l'embarras d'un client pour lui faire payer sa marchandise quatre fois plus cher !*

La Russie a d'abord exigé que les armes lui fussent payées... en or ! Puis elle a exigé des intérêts sur les mines. Enfin elle a réclamé des avantages politiques.

De quoi lui servait-il en effet, de posséder les mines de Murcie et de Ciudad Real, si la révolution devait l'emporter et rendre ces mines au peuple espagnol ? Pour défendre ses nouveaux privilèges, le gouvernement russe devait se dresser contre la révolution.

Et puis Staline ne veut pas de la révolution en Espagne parce qu'elle ne serait pas « sa » révolution.

Or, c'est le moment où la III<sup>e</sup> Internationale bat de l'aile. Le revirement brutal qu'elle vient d'effectuer inquiète tout le monde. Les communistes suivent la nouvelle politique, mais ils se montrent réticents. Et là-dessus, le procès de Moscou éclate comme une bombe. Tous les révolutionnaires en sont ahuris et révoltés. Pour si Staliniens qu'ils soient, les communistes sont bien obligés de se dire : « ou les accusations portées contre Zinoviev, Kamenev, Trotsky, Tomski et autres, sont vraies et, alors, que vaut un parti qu'ils ont dirigé pendant des années ?, ou elles sont fausses, et alors que penser d'un régime où le dictateur peut faire exécuter et salir par un procès ignoble, ceux qui ne pensent pas comme lui ? »

Imaginez, à ce moment-là, l'Espagne donnant l'exemple d'une révolution véritablement prolétarienne et humaine. Tous les révolutionnaires se seraient détournés de Moscou pour aider Barcelone.

Or, aussi peu révolutionnaire qu'il reste, aussi patriote qu'il soit redevenu, aussi « tsar rouge » qu'il soit, Staline tient aux partis communistes qu'il entretient à grands frais dans tous les pays. Il sait la force *diplomatique* qu'ils lui donnent, la pression qu'ils lui permettent d'exercer sur les gouvernements démocratiques. Qu'une rupture se produise avec la France, par exemple, et l'agitation recommencerait en Algérie et en Indo-Chine. Le gouvernement français le sait, et il en tient compte.

Et puis la révolution espagnole risque de déclencher des soulèvements dans plusieurs pays... en Russie même peut-être.

Pour toutes ces raisons Staline préfère en Espagne une bonne république démocratique — une république à poigne, bien entendu, et militariste — qui pourra jouer son rôle dans la croisade qu'il prépare contre l'hitlérisme.

Il veut bien donner des armes, — mais à condition qu'elles ne profitent pas à la révolution. A Barcelone, il donnera, — il vendra, — juste ce qu'il faut pour tenir sur le front d'Aragon. Le reste ira à Valence ou à Carthagène. Et le gouvernement espagnol devra accepter le concours — j'allais écrire le contrôle — des communistes des émissaires du Kremlin...

— « Mais il n'y a pas de parti communiste en Espagne ! »

— Eh ! bien... on va en créer un !

Pour que des armes arrivent, — des armes dont elle ne profite d'ailleurs pas, — la CNT doit s'engager à laisser s'implanter la direction communiste. Et, tablant sur le sentiment de reconnaissance, — réel à l'époque, — du peuple espagnol, avec la science de la réclame qu'il serait injuste de leur dénier, les valets du Komintern commencent alors leur propagande.

En même temps, de tous les pays, les communistes envoient en Espagne le plus possible de leurs adhérents. Il en vient de France, de Tchécoslovaquie, de Roumanie, des états de l'Amérique du Sud, où l'on parle Espagnol surtout. Tous les jours ils se présentent par dizaines à la frontière des Pyrénées. Un matin il s'en trouve 3.000 à Perpignan. Les uns demandent à aller au front ; ils passent sans embarras, reçus comme des frères. Mais d'autres viennent pour « travailler » à Barcelone ou à Valence, — comme s'il n'y avait pas des chômeurs là-bas ! Certains même arrivent recrutés comme « gardes nationaux », — n'est-ce pas un comble ! La CNT qui garde les frontières, refuse le passage.

Mais l'ambassadeur de Russie intervient : « Si ces gens-là ne passent pas il n'y aura plus d'armes russes. » Et alors, c'est Madrid qui tombe, le front enfoncé... Franco vainqueur !

Tragique dilemme !...

La CNT cède ; les communistes passent..

C'est le chantage perpétuel :

« Ou on fêtera l'anniversaire de la révolution d'octobre 17, ou... »

« Ou on donnera des places aux membres du P. C., ou... »

Et l'on cède toujours !...

Le parti communiste espagnol — P. S. U. C. (1) en Catalogne — devient une force, et il s'avère d'autant plus difficile de résister aux exigences moscovites qu'elles se doublent d'une pression intérieure.

Malgré tout, les prolos ne sont guère prompts à s'inscrire. Alors on va trouver mieux, et puisqu'on ne peut fonder un parti communiste prolétarien, on va fonder un parti communiste bourgeois.

\*  
\*\*

Il y a des quantités de petits propriétaires qui craignent avant tout la révolution expropriatrice. C'est à ceux-là que va s'adresser la propagande communiste. Et, sentant que le nouveau parti est plus capable de les défendre que les partis républicains, les bourgeois y adhèrent en masse.

Les communistes français s'indigneront. Ils traiteront ceci de « calomnie ». Malgré leur main tendue aux catholiques et aux Croix de feu, malgré la Marseillaise qu'ils chantent, le 14 juillet qu'ils célèbrent et Jeanne d'Arc qu'ils revendiquent, eux, ceux de la base, ils restent révolutionnaires. Ces reniements, pour eux, c'est de la frime, un moyen de piper des voix ou d'attirer des adhérents : « c'est de la politique ! »

Mais le parti communiste espagnol n'est pas ainsi. Il est lui, *cariément*, contre-révolutionnaire. Il n'a jamais parlé des collectivisations que pour les limiter, en attendant de pouvoir les supprimer ; il n'a jamais parlé des Comités issus de la révolution que pour les combattre. Ecoutez le programme qu'il affiche, et que « Mundo Obrero » publie régulièrement : Respect de la propriété, et protection de la petite propriété.

Dites-moi : si on protège la petite propriété, laquelle veut-on respecter ? La grosse évidemment. Et si on respecte la grosse, de qui veut-on protéger la petite ? des ouvriers, bien entendu.

C'est avec un tel programme, c'est en se faisant en toutes circonstances le défenseur des classes moyennes contre la classe ouvrière (la classe capitaliste étant passée chez Franco) que le parti communiste est devenu un parti « de masses ».

Il y a — dit-on — dans le P. S. U. C. (1) quelque 90.000 membres de l'ancienne *Ligue régionaliste* du financier Cambo — nettement fascistes. Les 3/4 de ses éléments sont ou bourgeois ou étrangers.

# Reconstitution

## des forces de l'Etat

« L'Etat est essentiellement un percepteur,  
entre un gendarme et un soldat »

Vieille brochure.

C'est le propre des partis politiques de mettre la division partout où ils se trouvent.

Chacun d'eux, en effet, possesseur à ce qu'il croit d'une doctrine seule capable d'assurer le bonheur de l'humanité, réclame : « tout le pouvoir ! » Il s'ensuit nécessairement qu'il doit éliminer les autres. Pas d'entente possible, — sinon temporaire ! Pas d'alliance, — sinon imposée par les circonstances ! Dans le front populaire français, par exemple, chacun crie bien haut : qu'il garde son autonomie et sa doctrine, que l'alliance est faite pour lutter contre le fascisme, qu'il s'agit seulement de « faire quelques pas en commun », après quoi chacun reprendra sa liberté.

En Espagne, toutes les divisions sont venues de la politique. Entre C.N.T. et U.G.T. même, les discussions n'avaient souvent pas d'autre cause et il n'était pas rare de voir une décision prise à l'unanimité et dénoncée le lendemain par l'U.G.T., lorsque ses membres avaient reçu les directives des politiciens qui la dirigeaient.

Avec l'apparition du Parti communiste commencent de véritables campagnes de division.

**EXEMPLE.** — La plupart des collectivisations agraires en Catalogne ont été faites par la CNT. Les transports sont contrôlés par elle, au moins par moitié, et les boulangers de Barcelone sont aussi — pour le blé — collectivisés. Ainsi la même organisation contrôle la production, le transport et la répartition. Tout est donc pour le mieux !

Non : car il y a un organisme « régulateur », le ministère du ravitaillement, dirigé par le tristement célèbre Comorera, secrétaire du P.S.U.C. C'est lui qui reçoit les produits et il stocke secrètement le blé, au lieu de le donner aux boulangers.

Le pain manque à Barcelone. On fait queue devant les boulangeries. Et parmi ces femmes qui espèrent, des heures, un pain qui ne viendra peut-être pas, des bruits circulent : « Tout ça, c'est la faute à la C.N.T. »

Et quand « ça prend », on ajoute : « Oui, les paysans de la CNT... ils ont du blé ! Mais comme ils veulent faire monter le prix, ils refusent de le vendre au Ministère. »

Un beau jour, « spontanément », — les communistes s'entendent à ces manifestations « spontanées », — des cortèges qui groupent jusqu'à 5.000 femmes, hurlent contre la CNT et les comités révolutionnaires.

Alors, la CNT s'émeut. Elle enquête : le blé a bien été vendu. Mais l'on découvre les greniers où Comorera l'accumule : on découvre, entre autres, un chais plein de pommes de terre qu'on avait laissé pourrir plutôt que de le livrer à la consommation.

Ce jour-là on eut, dit-on, quelque mal à empêcher une descente dans la rue...

**AUTRE EXEMPLE.** — Comme je l'ai dit, le front d'Aragon ne reçoit presque pas d'armes. Juste ce qu'il faut pour tenir. Rien pour pouvoir attaquer.

Mais à Madrid... mais en Andalousie, où l'on ignore ces choses, les communistes se répandent en récriminations contre ce front « où les anarchistes ont peur de se battre ». Les miliciens de Madrid ou du Sud qui supportent tout le poids de la bataille trouvent, qu'en effet, une offensive sur Huesca, ou Saragosse les

dégagerait. La calomnie se propage, gagne même les milices confédérales. Et un journal, un beau matin, parle en termes injurieux « du front paresseux ». La CNT dut alors proclamer la vérité, et ce jour-là encore, on eut, beaucoup de peine à empêcher les colonnes confédérales de Madrid de « tomber » sur les colonnes communistes.

\*  
\*\*

Mais le plus beau travail du Parti communiste, pendant cette période, ça été de reconstituer à l'Etat son armée et sa police. Il a été aidé en cela par les politiciens de tout accabit et surtout par les socialistes modérés.

Deux tendances existent au sein du parti socialiste espagnol : la tendance révolutionnaire, avec Largo Caballero — alors opportuniste puisqu'il était au pouvoir, — et la tendance modérée avec Prieto et Negrin.

Les communistes mirent au service du gouvernement les colonnes internationales. L'on a célébré, comme il convient leur courage et l'appui qu'elles ont prêté à l'Espagne. Mais ce qu'on n'a pas dit, c'est que leurs membres étaient soigneusement dressés d'avance contre les anarchistes. Encore, ceux qui allaient au front, se rendaient-ils vite compte de la réalité. Mais il y avait à Albacete des Colonnes internationales qui ne sortaient pas de la ville. Là, sous la direction d'André Marty, « le boucher d'Albacete », les miliciens étaient astreints à une discipline de fer, habitués à obéir comme des automates, et ouvertement excités contre la révolution. C'étaient de véritables colonnes contre-révolutionnaires et leur présence a été un frein pour la CNT.

Grâce à ses colonnes, comme grâce au chantage des armes, le gouvernement a pu militariser les milices, appeler de nouvelles classes et les constituer en colonnes lui appartenant, empêcher la propagande au front, fragmenter les colonnes d'affinité, — en particulier les colonnes confédérales, — imposer les marques extérieures de respect, l'obéissance, l'uniforme, les punitions... reconstituer une véritable armée.

Quant à la police, on la recruta grâce à la misère. Une belle solde, ça attire beaucoup de gens. Les réfugiés trouvaient là une situation. Les fils des classes moyennes y trouvaient à la fois leur

gagne-pain et la sauvegarde de leur classe. A cela se mêlèrent des étrangers, surtout des sud-américains, recrutés par les communistes et ce qui n'avait pu trahir de l'ancienne Garde Civile.

Du reste, au début, l'esprit y était très « à gauche ». Une bonne moitié des gardes appartenait à la CNT ou à l'U.G.T. Mais au fur et à mesure que la police grossit, les révolutionnaires en sont écartés. Dès le mois de mars, le gouvernement prépare ses policiers à l'œuvre qu'ils auront à accomplir, « triant » ceux qui, l'esprit littéralement empoisonné par la propagande contre-révolutionnaire, se montrent dociles à ses ordres.

Aux premiers jours de mai 1937, s'achève ainsi le 2<sup>e</sup> acte du mouvement espagnol ; c'est l'acte de la reconstitution des forces de l'Etat, rendu possible par le chantage aux armes russes.



## II

# La Contre-Révolution



## Les journées de Mai

« La provocation n'a qu'un nom : elle s'appelle provocation. » — Journal *CNT*.

Dès qu'il eut à sa solde assez de gendarmes, et assez de soldats à sa disposition, le gouvernement songea à reprendre au peuple les conquêtes de juillet 36.

Trouvant insupportable que des ouvriers aient la surveillance des frontières, il envoie des gardes d'assaut au Perthus et à Puigcerda. Les ouvriers refusent de se soumettre. Au cours d'une escarmouche, Antonio Martin est tué.

A Vilanesa, des paysans, pour avoir voulu s'organiser en communisme libre, reçoivent la visite de gardes d'assaut qui massacrent « les meneurs ».

Le 3 mai, à Barcelone, des gardes d'assaut tentent de s'emparer de la centrale téléphonique. Les initiateurs de ce coup sont Ramon Salas, directeur de la police, membre du P. S. U. C.,

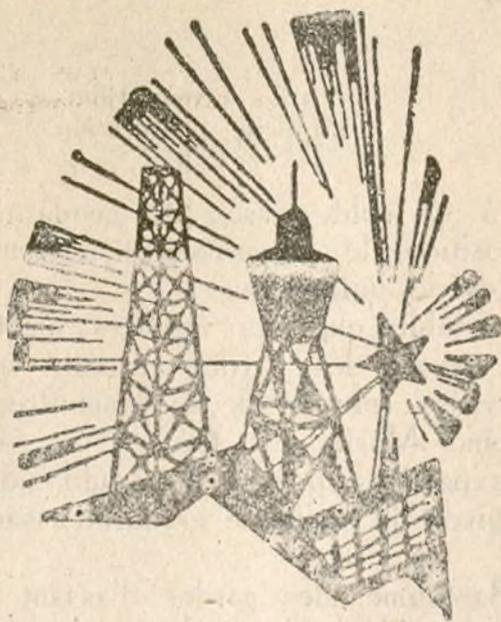
et Artemio Aiguade, ministre de l'Intérieur, membre de l'Esquerra catalane.

Surpris d'abord, les ouvriers de la téléphonique ne tardèrent pas à réagir et engagèrent la lutte contre les policiers.

Ici, il faut comprendre l'état d'esprit d'un peuple excité par toutes les précédentes provocations et qui voit détruire l'œuvre de la révolution ; spontanément il prend les armes, et descend dans la rue. Les faubourgs se soulèvent. Des barricades se dressent... et le sang ouvrier, encore une fois, rougit les pavés.

Après trois jours de lutte on réussit à arrêter les combattants.

Ramon Salas et Artemio Aiguade sont chassés. Les ouvriers ont montré qu'ils n'acceptent pas la contre-révolution. Le gouvernement a senti leur force ; l'âme du 19 juillet d'un coup a revécu : le peuple est triomphant.



# Le Gouvernement Negrin

« Plus misérable et plus canaille que celui qui invente une calomnie, est celui qui, sachant qu'elle est une calomnie, lui ouvre un chemin et la propage aux quatre vents. »

GORKI.

Alors, dans toute l'Espagne, commence une violente campagne, orchestrée par le parti communiste, et tendant à présenter ces événements comme un « complot » révolutionnaire.

L'on accuse violemment le P.O.U.M. d'avoir tenté un « soulèvement de type militaire ». Avec plus de réserves, la FAI et les Jeunesses libertaires sont prises à partie. Quant à la CNT, — le morceau étant trop gros, — on prétend que « des éléments troubles se sont infiltrés dans son sein. »

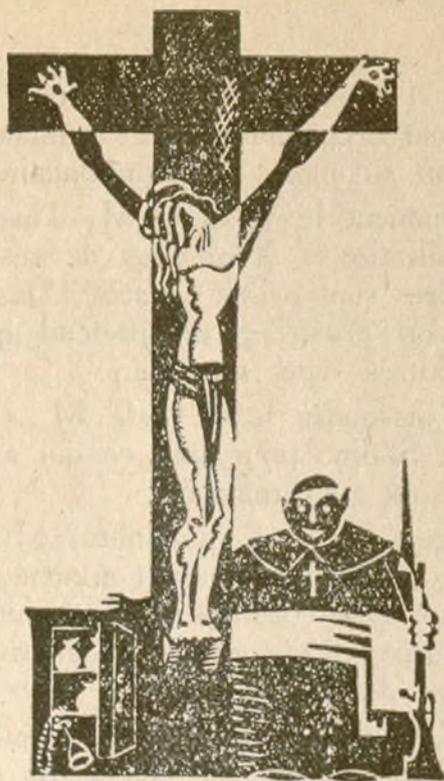
Le but cherché : dissoudre le P.O.U.M. — on sait la haine presque malade de Staline pour tout ce qui semble trotskiste, — et chasser la CNT du gouvernement.

Il faut comprendre : au mois d'octobre, l'Etat n'ayant aucune force réelle, on a exigé la participation ministérielle de la CNT, pour le valoriser aux yeux des masses ; maintenant que le gouvernement est une force, il est gênant au contraire que la CNT tienne certains leviers de commande.

Largo Caballero, qui commence à se rendre compte, refuse d'obtempérer aux ordres de Moscou, comme de céder à la pression des gouvernements anglais et français. Il faut donc le « débarquer ». Et les ministres communistes, démissionnent.

En vain Largo Caballero, appuyé par l'U. G. T. et la C. N. T. tente de fonder un nouveau cabinet. Les socialistes et les communistes, lui opposent leur veto. L'heure de Négrin est venue.

Negrin n'est pas tout à fait un inconnu : il était déjà ministre dans le fameux gouvernement Giral qui ne sut que céder devant l'émeute. Il est le porte-parole de Prieto. Il a derrière lui les républicains, les communistes, les socialistes modérés, la Russie et les banquiers franco-anglais. L'U. G. T. et la C. N. T., par contre, refusent de le reconnaître. Negrin passe outre et forme son ministère avec seulement les partis politiques. « Solidaridad Obrera » devra proclamer : « il s'est constitué un gouvernement contre-révolutionnaire. »



# La Contre-Révolution à l'œuvre

.....Russie 1919.

*Général X... à commandant armée rouge  
Trotzki : Nous venons d'arrêter un anar-  
chiste.*

*Réponse : Fusillez immédiatement.*

TROTZKI.

Avec Negrin, commence la persécution. Le leader du P. O. U. M., Andrés Nin est arrêté... et puis... on n'a plus de ses nouvelles. Le 21 juillet 37, Federica Montseny somme le ministre de la justice de dire où est Andrés Nin. Après huit jours d'hésitation, Irujo répond qu'«il lui est impossible de savoir où est Nin.» Bientôt la vérité se fait jour : Nin n'a pas été arrêté par des policiers ordinaires, mais par des policiers particuliers du parti communiste ; il a été emprisonné dans une prison spéciale communiste, et très probablement assassiné.

Tous les membres du comité directeur du P. O. U. M. et les rédacteurs de leur journal sont emprisonnés «pour s'être mis d'accord avec des éléments étrangers de la Gestapo allemande, qui jusqu'à présent n'ont pas été présentés (et pour cause !) et pour avoir réalisé au cours du mois de mai dernier à Barcelone un soulèvement de type militaire.»

Le P. O. U. M. est interdit : la haine de Staline est satisfaite. Mais les efforts des policiers sont surtout dirigés contre la F A I et la C. N. T. Trois mille membres de la C. N. T. sont emprisonnés,

les uns sans inculpation, les autres sous cette inculpation ridicule : espionnage au profit de Franco. Les membres de la FAI sont assassinés par des « policiers » communistes. Berneri, Barbieri et le neveu de Ferrer, (trois combattants de la première heure), sont les victimes les plus illustres. Un jour, les corps mutilés de six jeunes libertaires arrêtés la veille, sont retrouvés alignés le long de la route. Les camarades étrangers, venus dès le premier jour se mettre au service de la révolution, sont pourchassés et doivent fuir. Rendus en France ils seront encore suivis par la haine du gouvernement espagnol qui réclamera leur extradition. Des antifascistes italiens, condamnés au bague en Italie, sont livrés par le gouvernement espagnol au consul italien de Marseille. Des membres du Parti Socialiste Français (S.F.I.O.) sont encore dans les prisons. C'est le règne de l'arbitraire : on emprisonne, on condamne, on assassine — comme au temps de Martinez Anido.

Les postes de radio sont fermés ; seuls les postes d'état pourront se faire entendre. Mais les speakers y sont, comme par hasard, communistes. Une rigoureuse censure règne sur les lettres et sur les journaux, et les censeurs sont... communistes. La propagande au front est interdite... sauf la propagande officielle dirigée par les communistes !

Le Conseil de défense d'Aragon est supprimé ; son président Joaquin Ascaso, poursuivi sous des prétextes ridicules. Les services publics repassent sous le contrôle de l'Etat. Des usines collectivisées illégalement, — parce qu'occupant moins de cent ouvriers — sont rendues à leurs anciens propriétaires.

Le Parti Communiste, — pourquoi se gêner, — organise une police particulière, une Tcheka privée, qui, en plusieurs endroits, contre-balance la police d'Etat. Il agit avec une telle brutalité et une telle mauvaise foi que ses alliés même en sont indignés. Socialistes modérés et républicains, habitués au respect de la forme légale, déclarent qu'ils n'avaient pas voulu cela. Récemment... comme une délégation interrogeait Prieto sur le procès P.O.U.M., *Indalecio Prieto* déclara qu'il ne pensait pas que les dirigeants du P.O.U.M. fussent des espions. Le ministre précisa même : « Ce qui est grave, c'est que l'arrestation des « dirigeants du P.O.U.M. n'a pas été décidée par le gouver-

« nement, que la police a procédé à ces arrestations de sa propre  
« autorité.

« Les responsables, dit-il encore, ne sont pas les dirigeants de  
« la police, mais leur entourage qui a été noyauté par les com-  
« munistes selon leurs procédés ordinaires.

« Puis, M. Prieto nous fit remarquer que le seul pays qui  
« fournissait des canons et des mitrailleuses à l'Espagne était  
« l'U. R. S. S. et que... dans ces conditions... »

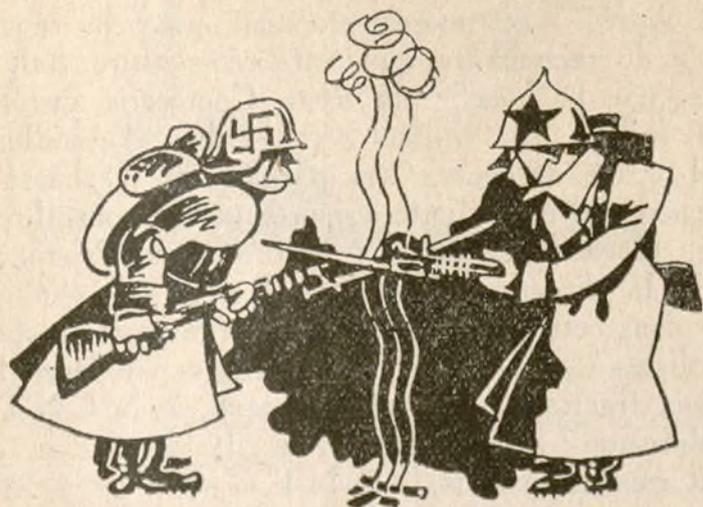
(*La Flèche*, 18-9-37.)

Eh ! oui ; les frontières des Pyrénées sont toujours fermées, et les usines de guerre de Catalogne sont loin de fournir tout ce qu'il faudrait. Le gouvernement russe, seul fournisseur en armes, reste celui auquel on ne peut rien refuser.

Je connais pourtant pas mal de bourgeois espagnols, partisans de « mettre de l'ordre » pour assurer la victoire, et qui, la victoire n'étant pas venue, disent : « il aurait mieux valu laisser faire la CNT.

\*  
\*\*

Le 1<sup>er</sup> acte du mouvement espagnol a été l'acte de la révolution.  
Le 2<sup>e</sup>, a été l'acte de la reconstitution des forces de l'Etat.  
Le 3<sup>e</sup>, nous y sommes encore, est l'acte de la contre-révolution.



## CONCLUSION

---

# Vers la Révolution quand même

Et pourtant, nous ne devons pas désespérer : la révolution n'a pas dit son dernier mot.

La contre-révolution l'emporte présentement, mais elle n'est pas victorieuse : il lui reste à briser les forces ouvrières.

Or la CNT n'est pas vaincue : elle a cédé, pour vaincre le fascisme, mais ses forces sont intactes. Deux millions d'adhérents la suivent toujours. Ses journaux sont les plus lus de toute l'Espagne. Ses collectivisations dominent la haute industrie et l'agriculture.

Qui pourrait se lever contre elle ? Les Communistes ? J'ai montré que le parti communiste espagnol est un parti de bourgeois « communistes » pour arrêter la révolution, mais qui ne le seraient plus pour établir la dictature du prolétariat. Du reste, quelques « tapes » retentissantes viennent de rappeler ce parti à plus de sagesse. Après avoir mené campagne pour la réouverture des églises... il a dû reconnaître que cette réouverture était impossible. Après avoir, par la bouche du triste Comorera, insulté les combattants de juillet, les traitant de « tribus d'assaillants de camions »... il a dû désavouer ses paroles. Il a chassé la CNT du gouvernement : il en sollicite aujourd'hui une nouvelle participation ministérielle. Orgueilleux de son accord avec Prieto, il a voulu s'emparer de la direction de l'U. G. T... il n'a réussi qu'à faire une scission dans cette centrale, la plus petite partie restant avec lui.

Les socialistes ? L'U. G. T. ? Absorbées par leurs luttes intestines, les deux fractions quémangent l'appui de la CNT.

Les républicains ? De plus en plus ils se rendent compte que l'on ne peut rien faire sans la CNT.

Le fascisme reste donc l'ennemi n° 1. Et tout le monde le sent si bien qu'un compromis s'est établi. Il n'y a plus de meetings ; les journaux sont calmes ; les communistes ont mis une sourdine à leurs calomnies. Des centaines de camarades sont encore dans les prisons, mais beaucoup d'autres sont déjà sortis. La vie des gens n'est plus menacée.

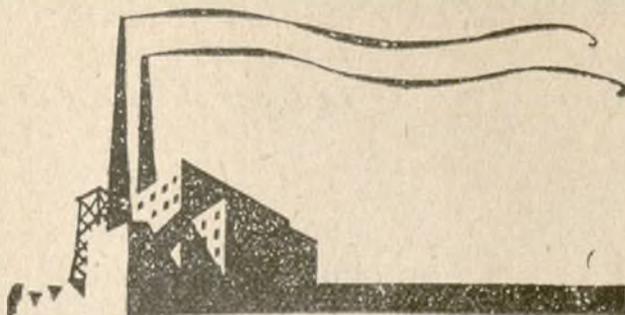
L'Espagne gouvernementale bande ses forces pour vaincre Franco.

Toute révolution a ses éclipses. En 1790-91 la noblesse retrouvant son orgueil, dansait sur les cocardes tricolores ; ça n'empêcha pas 93 de trouver son chemin. En juillet 1917, Kérinski écrasait les ouvriers de Pétrograd ; octobre vit tout de même le triomphe des soviets.

Comme celle de 1789, comme celle de 1917, la révolution espagnole subit un temps d'arrêt, mais elle peut encore rebondir, *mais elle rebondira*, plus large et plus humaine.

L'effort est dur ; la route est longue encore ; allons, révolutionnaires, de tout cœur, à plein corps, brisant la conspiration du silence, dissipant mensonges et calomnies, aidons le peuple espagnol, et puisqu'il a contre lui tout dressé, — jusqu'à son propre gouvernement, — qu'il puisse au moins compter sur l'appui du prolétariat international !

P. LAPEYRE.



---

Travail typographique exécuté par des ouvriers  
syndiqués à la CGTSR.

---

Le Gérant ; A. PRUDHOMMEAUX

---

# LES CAHIERS DE SPARTACUS

Directeur : **René LEFEUVRE**

**140, Boulevard Saint-Germain - PARIS (6<sup>e</sup>)**



## **Cahiers parus :**

VICTOR SERGE	<i>16 Fusillés</i>
ROSMER ET MODIANO	<i>Union Sacrée 1914-193...</i>
ROSA LUXEMBOURG	<i>La Révolution Russe</i>
JEAN PRADER	<i>Au secours de l'Espagne Socialiste</i>
A. ET D. PRUDHOMMEUX	<i>Catalogne 1936-1937</i>
VICTOR SERGE	<i>Lénine 1917</i>
MARCEL OLLIVIER	<i>Le Guépéou en Espagne</i>

La brochure : **2** francs

Abonnements : 6 mois **11** fr., 1 an **20** fr., à adresser à

**J. LEFEUVRE - 23, rue Mouffetard - Paris (5<sup>e</sup>)**

C. C. POSTAUX PARIS 633-75